



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM 2019-141 - Séance du 19 décembre 2019

ACTES

9. Autres domaines de compétences

9.4 Voeux et motions

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
25	17	22

Vote	
Pour	22
Contre	0
Abstention	0

L'an 2019, le 19 décembre à 19 heures le Conseil Municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du Conseil Municipal le 13 décembre 2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 13 décembre 2019.

Etaient présents : MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, MONIN Séverine, CONTENSEAU Carole, MAZOLLIER Elisabeth, SUAY Régine, AMALVY Marie-Thérèse, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, MARTINEZ Mickaël, JODAR Mélissa, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, DUCAMP Ludovic, CORDEAU Damien, MICHEL Yves.

Pouvoirs de : DURIX Olivier pour SOULIER Alain, BASSO Béatrice pour GAUTIER Sandrine, DESTAILLATS Aline pour MONIN Séverine, MARTY Philippe pour RODENAS François, RIBEIRO David pour CONTENSEAU Carole

Absents : SIMAR Morgan, FOUREL Sylvain, RAMORA Anna

Secrétaire de séance : DUCAMP Ludovic

N° DLM 2019-141 – MOTION DE SOUTIEN AU PROJET DE LIGNE LGV MONTPELLIER PERPIGNAN

Monsieur le Maire rapporte que la construction d'une ligne ferroviaire à grande vitesse entre Montpellier et Perpignan (dite LNMP) est un projet porté par l'Etat depuis plusieurs décennies.

Il s'agit d'un maillon essentiel du réseau à grande vitesse qui permettra la jonction avec l'Espagne, d'ores et déjà équipée, et la connexion des agglomérations majeures de Béziers, Narbonne et Perpignan au réseau à grande vitesse.

Le potentiel ferroviaire de la métropole de Montpellier, d'ores et déjà connectée, en sera grandement amélioré.

Le projet, mûri longuement au sein des services de la SNCF, comporte également une fonction fret qui en renforce l'intérêt, tant en ce qui concerne la sécurité et la fluidité du trafic routier que la préservation de la qualité de l'air.

Par ailleurs, la nouvelle infrastructure, en libérant des sillons sur la voie existante, permettra le développement significatif de l'offre TER, notamment entre Sète et Lunel, rendu actuellement impossible dans notre département du fait de la saturation record de la ligne actuelle.

La commune de Baillargues, par son Pôle d'Échanges Multimodal, est directement concernée par la réalisation de cette ligne à grande vitesse qui permettrait d'améliorer considérablement le quotidien des usagers du train régional.

Or, des hésitations exprimées au plus haut sommet de l'Etat, notamment dans le cadre des récentes assises de la mobilité, font douter de la volonté qu'a ce dernier de faire aboutir la LNMP.

Sous l'impulsion de la Région Occitanie, une mobilisation sans précédent en faveur du projet se met en œuvre regroupant les collectivités et les milieux socio-économiques dans une unanimité rarement observée.

Il est proposé au Conseil Municipal de témoigner formellement son soutien à ces démarches en s'associant à la Région Occitanie pour inciter l'Etat à mettre en œuvre de façon prioritaire la réalisation de la LNMP.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré à l'unanimité, **TÉMOIGNE** formellement son soutien à ces démarches en s'associant à la Région Occitanie pour inciter l'Etat à mettre en œuvre de façon prioritaire la réalisation de la LNMP.

Pour extrait conforme,
Le 20 décembre 2019,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr